

Le statu quo libyen-yéménite, à l'hiver 2012-13

Malgré les désirs de stabilité et d'unité nationale, les deux pays vivent une certaine balkanisation régionale, avec des revendications de territoires « muets » pendant les dictatures.

Jesús Gil Fuensanta, Ariel José James, Alejandro Lorca

Après le *Printemps arabe*, de nouveaux membres de l'élite dirigeante arabe, formés aux États-Unis ou sous une claire influence américaine, se sont installés au pouvoir en Libye et au Yémen. Les directions actuelles des deux pays qui ont vécu des guerres civiles presque simultanément en 2011, sont semblables et elles présentent des désirs déclarés « de stabilité et d'unité nationale » selon les paroles publiées dans les médias occidentaux (BBC, AFP, Reuteurs, entres autres).

Cependant, actuellement, une certaine balkanisation régionale se produit dans les deux pays, avec des revendications de territoires « muets » au cours des longues dictatures de leurs anciens gouvernants.

Régionalisme et tribalisme en Libye

De nombreux groupes prônent, à l'intérieur de la Libye une sécession de territoires, et depuis le printemps 2012, des tentatives d'autonomie politique en Cyrénaïque se sont produites : à Bengazi, environ 3 000 leaders tribaux et militaires de la Cyrénaïque proclamèrent l'autonomie de l'est pétrolière, vis-à-vis du reste du pays, et Ahmed Zoubaïr al Senoussi fut élu chef du Conseil de Gouvernement de la Cyrénaïque. Face à cela, le président du Conseil national de transition (CNT) pour lors, Moustapha Abdel Jalil, affirma rapidement qu'il s'agissait d'un « complot étranger ».

Après la chute de Mouammar Kadhafi, le trafic illégitime d'armes, de drogues, de personnes ou de patrimoine revint à diverses milices, à la différence de « la centralisation » passée ou dissimulation de tels procédés. Peu nombreuses sont les milices qui agissent sans se mêler à ces trafics : la Brigade des martyrs du 17 février, la plus grande de l'est du pays, financée par le ministère de la Défense, échappe à ces prétentions, tandis que du côté occidental, on remarque Zintan (Conseil militaire des révolutionnaires de Zintan) ou la brigade Saadoun al Swahli, avec une forte présence à Misrata.

De plus, il existe des zones qui restent aussi fidèles à l'ère Kadhafi qu'avant sa chute, tels les deux bastions traditionnels de l'ère du colonel : Syrte, berceau natal du gouvernement renversé et siège de sa tribu Kadhafra, et Bani Walid, cœur de la tribu Warfalla ; celles-ci représentaient la pépinière habituelle des corps de sécurité de « l'État libyen du colonel », ainsi que les Magarha, mais elles sont marginalisées dans le schéma actuel de pouvoir.

Les tribus libyennes traversent un processus de restructuration et elles doivent accepter que la richesse pétrolière du pays, absolument pas dédaignable, ne peut pas être organisée, canalisée et distribuée en absence d'un État de Droit. Mais les membres tribaux qui composent les milices de Zawïc, Misrata ou Benghazi veulent maintenant un plus grand quota de pouvoir, à Tripoli, que celui qu'elles avaient sous Kadhafi. Elles avancent pour cela leur rôle actif dans la guerre civile, bien que derrière se cache l'intérêt de contrôler les ressources énergétiques, les territoires qui accueillent les raffineries ou les zones de passage.

Le régionalisme et la possibilité d'une fracture ethnique et territoriale de la Libye est la principale crainte des dirigeants du gouvernement actuel, en commençant par le premier ministre intérimaire, Moustapha Abou Chagour, ainsi que des leaders politiques et intellectuels d'autres pays musulmans d'Afrique du Nord.

Mais non seulement des conflits politiques ou régionaux se sont produits à l'été 2011, il y a eu aussi certains contentieux nettement ethniques après la guerre civile en Libye. La guerre a destabilisé toute la zone, en particulier à partir de mars et avril 2011. Des forces militaires tchadiennes, envoyées par leur président, Idriss Déby, ont lutté en appui du régime de Kadhafi et elles ont aidé à la reconquête momentanée, par le colonel, des villes stratégiques de Ras Lanouf et Brega. Ces faits ont servi d'encouragement pour de postérieures opérations de répression des milices anti-kadhafistes contre des membres du peuple toubou, principale ethnie nomade des montagnes Tibesti, au nord du Tchad, et avec une forte présence en Libye. De façon ironique, les toubous luttèrent

Jesús Gil Fuensanta, professeur du séminaire d'Études orientales Adolfo de Rivadeneyra de l'Université autonome de Madrid (UAM) ; Alejandro Lorca, professeur émérite, chaire Jean Monnet de l'UAM ; Ariel José James, professeur du département d'Anthropologie de l'UAM.

contre Kadhafi et ils ont joué un rôle remarquable dans la campagne de Fezzan en 2011. Rappelons que la minorité toubou a souffert de discrimination sous tous les gouvernements libyens du XX^{ème} siècle. Même dans le Tchad actuel, gouverné par une tribu rivale (Zaghawa), les Toubous se trouvent relégués à une vie semi-nomade, bien qu'ils aient fourni certaines des figures les plus importantes de l'indépendance du pays.

À ceci s'ajoute que les Berbères libyens réclament leurs droits depuis l'automne 2011. Une fois le régime de Kadhafi renversé, la communauté amazighe (qui oscille entre un nombre indéterminé, allant de 25 000 à 150 000) a sollicité de ne pas être exclue du CNT, mais le gouvernement du premier ministre intérimaire de novembre 2011, Abdourrahim el Keib, ne les a pas inclus à des postes clés.

L'insurrection touareg entre la Libye et le Mali, initiée à la fin septembre 2011, alors que Tripoli avait chuté, a commencé avec des groupes armés incontrôlés du sud-ouest de la Libye, qui étaient supposés lutter pour la cause de Kadhafi. Après l'accord de paix du 1er octobre 2011 avec les tribus arabisées, les nomades touaregs ne remirent pas leurs armes. À partir du 17 janvier 2012, le conflit se déplaça immédiatement vers le Mali voisin, un État structurellement faible, dirigé par des hommes politiques menacés par les chefs militaires. Le 22 mars, le président malien a été renversé et une Junte militaire a été instaurée, dirigée par le capitaine Amadou Sanogo. La crise alimentaire, dont souffrent 13 millions de personnes dans le Sahel, fut à nouveau le détonant de la crise politique. Quelques semaines plus tard, le nouvel État indépendant d'Azawad, de signe salafiste, a été créé au nord de l'ancien Mali.

Un nouveau point d'inflexion dangereux pour le Maghreb s'est forgé un an après, le 13 septembre 2012, avec la crise de l'ambassade libyenne, qui s'est ensuite propagée dans plus de 20 pays musulmans, suivant un appel à l'indignation du fait de l'exhibition sur Youtube d'un film très médiocre (qui insulte même les films de série Z à bas budget), sous le titre d'*Innocence des musulmans*, qui diffamait la figure du prophète Mahomet. Les consulats et les ambassades des USA ont été assiégés par des milliers de manifestants à Tunis, Gaza, Le Caire, Téhéran, Bassora, Sanaa, Khartoum, Karachi ou Dacca. Les Marines ont occupé les sièges diplomatiques de Benghazi et des capitales du Yémen et du Soudan, tandis que les drones ont été déployés en Libye. Le président libyen, Mohamed el Magaryef, sunnite modéré natif de Bengazi, s'est placé immédiatement sous les ordres de Washington, mais en accusant publiquement Al Qaida ; pendant ce temps, la secrétaire d'État, Hillary Clinton, a exigé aux leaders arabes de tracer une ligne d'appui ou de désaffection aux valeurs des USA.

Problèmes sécessionnistes au Yémen

Au Yémen, l'ancien vice-président, le général Abd Rabbo Mansour Hadi, prit le pouvoir, avec l'approbation non seulement du Conseil de la Choura (le plus haut organisme de décision national, formé

par des cheikhs, des leaders de clans et des seigneurs de guerre), mais aussi des USA et, donc, de l'Occident. Il a remporté la victoire lors des récentes élections présidentielles (louées par les journaux arabes de plusieurs pays, mais non par les iraniens *Hemayat* ou *Qods*) où il était le seul candidat à se présenter. Mais les problèmes sécessionnistes continuent dans le Nord, avec des tribus et des clans chiïtes. Rappelons qu'à la fin de l'hiver 2011, les premiers soulèvements violents contre le régime de Saleh s'étaient déjà produits dans la province septentrionale d'Amran. Le clan familial Al Ahmar reprit à nouveau les défis contre le gouvernement central. Au préalable, à l'été 2009, le gouvernement central dut affronter les rebelles Houzi, de crédo chiïte, dans le Nord ; peut-être le malaise débuta-t-il à partir des émeutes du pain qui ravageaient des pays du Maghreb et du Mashreq du fait de l'augmentation des prix des aliments de base, et qui étaient pour lors un sujet dénigré par les médias occidentaux, le précédent du *Printemps arabe*. Actuellement, au nord de Sanaa, l'armée loyale au régime hérité de Saleh, affronte deux factions du clan Ahmar, celle du cheikh *outsider* Hachem al Ahmar (ancien garde du corps de Saleh) et celle du tout-puissant général Ali Mohsen.

L'autre grave problème qu'a laissé Saleh derrière lui après son abandon du pouvoir, la sécession promue par Al Qaida dans le Sud, a été contesté à partir de l'été 2012 de façon martiale et sanglante, avec des succès pour le gouvernement central, à l'aide de drones des États-Unis. À la différence de l'ère Saleh, il semble que l'argent destiné à combattre l'insurrection salafiste ait bien été utilisé à cette fin. D'un autre côté, le nouveau général, en plus d'appartenir à un clan tribal du Sud, a réussi à gagner d'autres alliances tribales dans la zone. Le gouvernement central a récupéré des zones stratégiques non loin du golfe d'Aden. Cependant, nous savons que des salafistes survivants sont partis plus à l'est et au nord-est, en pactisant avec certains éléments tribaux locaux, ce qui représente une menace à l'avenir pour les voisins États du Golfe et l'Arabie saoudite. Tout cela malgré les attaques effectives des drones dans la zone orientale du Yémen, qui ont réussi à tuer des combattants salafistes notoires, tel le saoudien Saïd al Chehri, numéro deux d'Al Qaida dans la zone et ancien prisonnier de Guantanamo. Pendant ce temps, d'anciens membres de l'armée du régime de Saleh sont partis vers la Syrie, pour appuyer dans sa lutte la Sourya al Assad.

Conclusions

Les milices tribales libyennes sont devenues une alternative dangereuse et instable au pouvoir central en Libye et l'on observe un cas semblable pour les « armées régionales » au Yémen : ce sont des milices de facto de style libyen et elles supposent, dans les deux cas, une « régionalisation » frag-

mentée du pouvoir de guerre, éloignée de la perspective du pouvoir central et unique, canalisé par les vieux dictateurs.

Parallèlement, le salafisme s'est accru dans des zones de la Libye qui étaient habituellement les étendards du sécularisme kadhafiste. C'est le cas de Bengazi où l'on dénonce maintenant la présence des quartiers généraux d'Ansar al Charia. Peut-être l'explication est-elle due, en partie, à la faiblesse du gouvernement central dans de telles zones : la présence de Mohamed Jibril dans un hypothétique gouvernement d'unité nationale, pourrait apaiser le pouvoir de la brigade islamiste commandée par Al Zahaoui et suspectée des attentats contre le consulat.

La pénétration de forces salafistes dans les deux pays profite du vide de pouvoir dans des régions ou des villes-territoires données. Les appels à l'autonomie en Cyrénaïque et les frictions ethniques en Libye ont conduit indirectement au désastre du nouvel État voyou d'Azaouad, créé au milieu de la faiblesse d'un pouvoir central au Mali : les dissensions créent des sécessions.

Tout conduit à une extension de la politique de problèmes potentiels avec les voisins, en raison du rôle des seigneurs de la guerre au cours des conflits. Il est significatif que les révoltes arabes soient nées, dans chacun des pays respectifs, à partir de la combinaison du triple facteur agriculture-énergie/ethnicité/paysannerie.

En d'autres mots, l'origine de l'éclatement a toujours été dans des zones avec, soit une grande valeur dans la production agricole d'aliments, de gisements d'hydrocarbures (Libye), soit des conflits ethniques et religieux (Yémen), et dans tous les cas, avec une grande densité de communautés tribales et de clans traditionnels qui contrôlent le transit entre le milieu rural et l'urbain : Cyrénaïque (Libye), Amran (Yémen) ou Tombouctou (Mali).

En décembre 2011, nous avons lancé un avertissement sur le fait que la présence d'armes hors contrôle supposerait une menace, tel que l'on constate dans les faits qui ont démarré à l'été 2012, au Mali ou en Libye même. Le Tchad souffrirait éventuellement, à l'avenir, de cette même instabilité, si un vide de pouvoir se produisait, après une hypothétique chute du régime actuel. Dans ce contexte, de nouveaux changements ou de « soi-disant expériences démocratiques printanières » (au fond il s'agit de la substitution de vieilles élites autarchiques au pouvoir par d'autres élevées dans le même substrat) n'intéressent pas l'Occident.

D'un autre côté, la crise des ambassades montre que les USA rencontrent des difficultés pour imposer leur *pax* américaine en terres d'islam, le pouvoir impérial étant un substitut de l'image du colonialisme anglais du XIX^{ème} siècle.

Les tribus libyennes ou yéménites jouissent maintenant d'un pouvoir non symétrique entre elles et vis-à-vis de l'État, éloigné du contrôle semi-centralisé et du fragile équilibre tribal de l'ère Kadhafi ou Saleh. Elles agissent maintenant sur une scène semblable à celles des villes-état sémitiques préalables, avant l'irruption

d'Alexandre le Grand en Orient : des territoires fragmentés qui échappent au pouvoir central, des villes où les relations de parenté et d'appartenance ethnique configurent le système politique. Le nouveau gouvernement libyen n'a même pas réussi à éradiquer les tribus de ses fiefs traditionnels, particulièrement effrayé par le rôle dans la guerre des plus puissantes.

Le problème central en Libye et au Yémen se résume à un dilemme : ou bien l'on construit un État-nation de style occidental, capable d'offrir une garantie minimum de bien-être social, favorisant surtout l'accès des jeunes au marché du travail, ou, au contraire, l'on privilégie l'approche de la guerre de tous contre tous dans sa version hobbesienne. Alors que les intellectuels occidentaux de la modernité avaient condamné Hobbes à la simple existence d'un classique dans les bibliothèques, la réalité s'obstine à démontrer, une fois, de plus son actualité – tout comme peuvent l'être Malthus, Darwin ou Marx.

La scène politique et économique dans le monde arabe semble être plus *hobbesienne* que ce que pouvaient imaginer les prévisions pessimistes des 50 dernières années. Tel que Hobbes nous avertissait, une fois que les groupes humains ont développé un certain niveau de complexité sociale et que le nouveau dispositif de direction apparaît, il ne reste que deux alternatives : l'état de la guerre tribale, ethnique ou religieuse incessante, circulaire et répétitive, d'un côté, et l'instauration du Léviathan que l'on craint, de l'autre. Le problème est que le Léviathan ne naît pas du néant. Même pour être un serf du Léviathan, il faut parcourir un long chemin.

Le dilemme arabe, en termes politiques, est un drame *hobbesien* de guerre tribale ou *pax* impériale. En termes économiques, il est assez rude : comment les gouvernements « démocratiques » du Yémen et de la Libye, pour poser deux exemples, vont-ils concilier une croissance rapide de la population – qui n'atteindra son pic qu'en 2020 – avec le besoin impérieux d'un accroissement des subventions aux aliments qui, à son tour, décourage les producteurs locaux, détruisant la base de la paysannerie, un phénomène qui accroît l'exploitation des sources aquifères, ce qui à son tour répercute sur la migration massive vers les villes ?

En quelques mots : quelle est l'alternative démocratique, libérale et moderne à la crise de l'agriculture, le *boom* démographique et l'urbanisation croissante d'une immense cohorte de jeunes entre 15 et 30 ans, armés, encouragés par le fanatisme religieux, et sans aucune possibilité réelle d'emploi ou de mobilité sociale à l'intérieur des actuels États nationaux ? Tant que les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient n'atteindront pas leur souveraineté alimentaire, le schéma est irréversible. La crise de la campagne se déplace vers la ville, les vieux dictateurs tombent, le Fonds monétaire international refait son apparition. La révolution de 2011 peut ne pas avoir une fin prévisible. ■